

**Séance ordinaire du
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS.

**Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - CCAS - Création
d'un service commun de Département Solidarité et vivre ensemble - Convention-
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique. La Métropole et la Ville se sont notamment engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

La création d'un service commun du département Solidarité et Vivre Ensemble s'inscrit dans la continuité de cette convergence et y associe le Centre Communal d'Action Social avec la mise en commun d'un Directeur général adjoint des services en charge du département Solidarité et Vivre Ensemble, faisant également fonction Directeur général des services du CCAS, tout en tenant compte de la spécificité de ces missions en confiant la gestion de ce service commun à la Ville de Montpellier.

Le Département Solidarité et Vivre Ensemble a vocation à définir les contours d'une politique de cohésion sociale qui s'appuie sur une dynamique de proximité locale en lien avec l'action sociale municipale et enfin s'inscrivant dans les enjeux métropolitains.

Le service commun est géré par la Ville et en fonction de la mission réalisée, sera placée sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Ville.

En contrepartie de cette mutualisation, la Métropole et le CCAS remboursent à la Ville ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 15% pour la Ville, 5% pour la Métropole et de 80% pour le CCAS.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création du service commun du département Solidarité et Vivre Ensemble,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget de la Ville, tous chapitres,

- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou l'élu délégué à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 62 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 2 février 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Fiche d'impact

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180201-23156-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 12/02/18
Réception en Préfecture : 12/02/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.